Nouvelles locales du mercredi 22 octobre 2014

@rib News, 22/10/2014 Ï Justice - Selon des sources en provenance de la prison centrale de Mpimba, le principal suspect de lâ€™assassinat des trois religieuses dans la paroisse catholique de Kamenge dit chez Buyengero prÃ©sente des signes de folie. En effet, prÃ©cise les mÃªmes sources, Christian Claude Butoyi ne sait mÃªme pas sâ€™il est en prison ou pas. Si lâ€™on lui demande oÃ¹ il est, il rÃ©pond quâ€™il est au Congo ou en Tanzanie. De mÃªme, il ramasse des objets dive ne reste pas tranquille. Les prisonniers affirment quâ€™il nâ€™est pourtant pas dangereux pour la sÃ©curitÃ© physique des a et quâ€™il ne consomme pas de stupÃ©fiants. Ils affirment quâ€™Ã voir son comportement, câ€™est bien un malade mental. ainsi alors que la police avait acceptÃ© dâ€™aller le faire examiner mais, un mois aprÃ¨s, rien nâ€™est encore fait. [bonesha] Ï Politique - Lâ€™ADC-Ikibiri annonce quâ€™elle ne va pas faire partie des Commissions Electorales Communales IndÃ©pendantes (CECI) par le fait que les CEPI nâ€™ont pas donnÃ© de temps suffisant aux concernÃ©s pour quâ€™ils cher les documents nÃ©cessaires pour le dÃ©pÃ´t des candidatures. Selon le prÃ©sident de cette coalition des partis politiques de lâ€™opposition, la CENI est en train de sâ€™entendre avec le parti au pouvoir afin de limiter la participation des autres dans le prÃ©paratifs des Ã©lections de 2015. LÃ©once Ngendakumana trouve que depuis lundi jusque mercredi, les trois jours ne suffisent mÃªme pas Ã©tant donnÃ© que mardi Ã©tait un jour fÃ©riÃ©. Il trouve que cela montre quâ€™il y a dÃ©jÃ une liste des membres de ces commissions communales. [bonesha/rtr/rpa] - La ligue des droits de lâ€™homme Iteka trouve elle aussi que les dÃ©lais donnÃ©s par les CEPI aux personnes qui veulent postuler dans les CECI ne sont pas suffisants. Selon le prÃ©sident de cette ligue, il nâ€™y a pas lieu de dire que câ€™est trois jours alors que le premier jour (lundi) est le jou oÃ¹ ils ont communiquÃ© les documents nÃ©cessaires, le deuxiÃ¨me jour (mardi) Ã©tait fÃ©riÃ© alors que le 3Ã¨me jour (mercredi) est le jour de dÃ©pÃ´t de ces candidatures. Anschaire Nikoyagize estime donc que la CENI devrait plutÃ´t aller doucement dans ce quâ€™elle fait et ne pas courir avec le temps. Il trouve que la participation de tout le monde dans les Ã©lections est une partie de la crÃ©dibilitÃ© de ces derniÃ¨res. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro] Ï Gouvernance - Alors que le porte-parole du gouvernement burundais a affirmÃ© que lâ€™avion prÃ©sidentiel attendu est un don des amis du Burundi, le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique a affirmÃ© ce mardi que cet avion va Ãªtre achetÃ© et a une valeur de 8.500.000 dollars amÃ©ricains. LÃ©onidas Hatungimana nâ€™a pourtant pas voulu en dire plus et a promis de donner des dÃ©tails quand lâ€™avion se posera sur lâ€™aÃ©roport international de Bujumbura. Lors de cette sortie mÃ©diatique, il a aus savoir que le droit dâ€™exploitation du nickel de Musongati a Ã©tÃ© accordÃ© sans avis dâ€™appel dâ€™offre puisque la soc avait dÃ©jÃ le droit de procÃ©der Ã cette exploitation Ã©tant donnÃ© que câ€™est elle qui a dÃ©couvert ce nickel. Il trouve a cela est prÃ©vu par la loi miniÃ¨re burundaise. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro] - Pourtant, lâ€™Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques OLUCOME fait savoir quâ€™il nâ€™a pas Ã©tÃ© satisfait par les explications porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique sur les conditions du contrat dâ€™exploitation du nickel. Selon le prÃ©sident de cette association de lutte contre les malversations Ã©conomiques, LÃ©onidas Hatungimana nâ€™a pas expliquÃ© ce que le Burundi va gagner Ã voir les conditionnalitÃ©s exigÃ©es. Gabriel Rufyiri estime de mÃªme que la prÃ©sidence nâ€™a pas de rÃ©ponse en ce qui concerne les voitures blindÃ©es achetÃ©es mais qui restent clouÃ©es au garage. Il trouve en fin de compte que si rien nâ€™est fait pour changer la situation, il y a un groupe de bandits dans ce pays qui sera bientÃ´t considÃ©rÃ© comme la mafia. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro] Ï SantÃ© - La ministre de la SantÃ© publique et de la Lutte contre le Sida a rÃ©pondu ce matin aux questions orales des dÃ©putÃ©s Ã lâ€™hÃ©micycle de Kigobe. Le docteur Sabine Ntakarut rÃ©pondait pricipalement sur les mesures que le gouvernement du Burundi a dÃ©jÃ prises pour faire face Ã la fiÃ¨vre hÃ©morragique Ebola si elle venait Ã se dÃ©clarer sur le territoire national. Elle a en outre annoncÃ© quâ€™il y a des infirmie chaque point dâ€™entrÃ©e au Burundi sur les frontiÃ¨res pour examiner tous les passagers qui entrent au Burundi. Elle a aussi ajoutÃ© que des centres de mise en quarantaine dans les hÃ´pitaux Prince RÃ©gent Charles et Roi Khaled ont ou vont Ãªtre amenÃ©agÃ©s. Concernant la question des infirmiers burundais qui seraient en train de se faire inscrire pour aller aider dans les pays oÃ¹ EBOLA sÃ©vit, elle a rÃ©pondu quâ€™il sâ€™agit dâ€™une vive sollicitation de lâ€™Union Afric volontaires peuvent se faire inscrire. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] Ï SÃ©curitÃ© Â Une femme a Ã©tÃ© tuÃ©e par un militaire sur la colline Nyarugumba de la commune Bukinanyana en province Cibitoke le soir de ce mardi. Selon des sources sur place, elle allait demander aux militaires pourquoi ils sont en train de se chamailler avec son mari qui est sentinelle sur un chantier de la sociÃ©tÃ© Sogea-Satom. Ainsi, elle a reÃ§u une balle de la part dâ€™un de ces militaires qui, selon des informations recueillies sur place, Ã©taient venus voler du carburant sur ce site. Le militaire a par la suite pris la fuite et nâ€™a pas Ã©tÃ© retrouvÃ© dans la nuit. Deux de ces collÃ¨gues ont aussi fui mais lâ€™un dâ€™eux a Ã©tÃ© attra population qui lâ€™a dÃ©sarmÃ© et battu avant lâ€™intervention des autres qui lâ€™ont par la suite libÃ©rÃ© et rÃ©cupÃ©rÃ apprend que le militaire qui a fusillÃ© la femme sâ€™est rendu au camp Kayanza. Le commissaire de la police Ã Cibitoke promet que la justice va faire son travail. [bonesha/rtnb/rpa/isanganiro] - Les Ã©tudiants natifs des communes de Rusaka, Gisozi de la province Mwaro et ceux des communes Mukike et Mugongomanga de la province de Bujumbura ont adressÃ© une correspondance au ministre de la SÃ©curitÃ© publique et Ã celui de lâ€™IntÃ©rieur pour leur demander dâ€™intervenir dans la traque des bandits armÃ©s qui font la pluie et le beau temps dans ces communes. Selon ces Ã©tudiants, deux personnes sont dÃ©jÃ mortes depuis le mois dâ€™aoÃ»t alors que dâ€™autres ont Ã©tÃ© blessÃ©es et de suite Ã lâ€™action de ce groupe. Le reprÃ©sentant de ces derniers ajoute que les autoritÃ©s administratives Ã la base ne so plus Ã mesure dâ€™organisaer la population pour lutter contre ces bandits qui, selon Ndikumana Jean Marie, ont des moyens de transport pour pouvoir Ã©chapper en temps utile. Il demande ainsi des enquÃªtes approfondies Ã ce sujet et que dâ€™autres mesures soient prises afin de protÃ©ger la population. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro] Ï Economie - Alors que nouveau marchÃ© de COTEBU va bientÃ´t commencer Ã fonctionner, la liste dÃ©finitive des commerÃ§ants qui ont eu des places a Ã©tÃ© rendue publique. Câ€™est un sentiment de satisfaction pour ceux qui ont eu des places, mais parallÃ¨lement, un sentiment de dÃ©ception pour ceux qui nâ€™en ont pas eu. Les premiers trouvent quâ€™ils vont bientÃ´t pouvoir reprendre leurs activitÃ©s. Les seconds constatent quâ€™ils nâ€™ont pas eu de places parce quâ€™ils nâ€™avaient contrats avec la SOGEMAC. Ils trouvent pourtant que cela ne devrait pas constituer la cause de cette situation puisquâ€™ils

avaient Ã maintes reprises demandÃ© Ã la SOGEMAC de leur donner des contrats mais en vain.
[rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] Â